

Militaires et diplomates français face à l'Europe centrale

Frédéric DESSBERG et Antoine MARÈS (dir.)
avec la collaboration d'Isabelle DAVION



Cet ouvrage a été publié avec le concours
du SIRICE (UMR 8138 CNRS, Paris-Panthéon-Sorbonne, Paris-Sorbonne),
du LabEx EHNE (Écrire une histoire nouvelle de l'Europe),
du CREC (Centre de recherche des écoles de Saint-Cyr Coëtiquidan)
et de la chaire Jean Monnet (Fondation Saint-Cyr).

Illustrations de la couverture

Mariage d'Alexandre I^{er} de Yougoslavie et Marie de Roumanie (8 juin 1922),
Archives diplomatiques, MAE, n° de référence : A006767 ;
le général Leclerc et le général Konev (Prague, mai 1945), collection privée, Paris ;
le général Pellé à Prague (1919), collection privée, Paris.

Relecture, mise en pages, suivi éditorial et conception de la couverture
Stéphanie Cirac

© Eur'Orbem Éditions, Paris, 2017

Diffusion : Institut d'études slaves

ISBN : 979-10-96982-01-1

Imprimé en France

Militaires et diplomates français
face à l'Europe médiane

Entre médiations et
constructions des savoirs

sous la direction de
Frédéric DESSBERG et Antoine MARÈS,
avec la collaboration d'Isabelle DAVION

Le développement de l'image de l'Europe centrale et orientale au sein du Quai d'Orsay après 1956

Gusztáv KECSKÉS D.

*Directeur de recherche, Centre de recherches en sciences humaines de
l'Académie des sciences de Hongrie, Institut d'histoire, Budapest*

« La notion d'un camp monolithique appartient désormais au pas-
sé » constata, en décembre 1964, une note de la sous-direction
d'Europe orientale du ministère des Affaires étrangères français sur le
bloc soviétique¹. L'image d'une région formée de pays uniformes, née
en 1945-1949 en relation avec la soviétisation, se transforma graduelle-
ment. Nous examinons ce processus de 1955 à 1964, période charnière
du dégel en Europe centrale et orientale et de la détente dans les rela-
tions Est-Ouest.

Nous observerons d'abord comment l'image de l'Europe centrale et
orientale se forma au sein du Quai d'Orsay. Pour esquisser le processus
de la création de « savoirs nouveaux » par la diplomatie française sur la
région, nous présenterons la façon dont les agents en poste recueillaient,
dépouillaient et transmettaient les informations au centre, où elles

1. Archives du ministère des Affaires étrangères, La Courneuve (AMAE), Europe 1944-1970, URSS, 208QONT, carton 1938. Note de la sous-direction d'Europe orientale, *Évolution de la situation en Europe Orientale depuis la chute de Khrouchtchev* (11 décembre 1964).

étaient finalement interprétées. Nous soulignerons enfin les éléments caractéristiques de cette perception, et ferons ressortir comment elle a évolué pendant la période examinée.

Pour saisir la métamorphose de la vision qu'a eue le Quai d'Orsay du bloc soviétique, nous avons utilisé les documents des Archives diplomatiques déposées à La Courneuve (la série Europe, sous-série Généralités, Hongrie, URSS, Pactes, Organismes internationaux et grandes questions internationales), ainsi qu'à Nantes (Budapest – Ambassade). Je me réfère également à ma thèse de doctorat² et à mes recherches ultérieures sur les contributions françaises à la préparation des rapports semestriels de l'OTAN sur le bloc soviétique.

Le chemin de l'information au sein du corps diplomatique

Les missions diplomatiques occidentales étaient confrontées à de graves difficultés dans les pays du bloc soviétique. Les autorités communistes les tenaient sciemment isolées. Leurs contacts avec les nationaux étaient fortement réduits et étroitement contrôlés. Les diplomates occidentaux faisaient l'objet d'une surveillance policière permanente et de limitation du droit de circulation. Même si la situation des postes diplomatiques des pays de l'Ouest s'est progressivement améliorée dans certains pays à la suite de la Détente, les moyens d'information sont restés limités. On peut affirmer qu'en général, les missions n'avaient guère d'informations internes au sein du gouvernement et de la direction du parti. Les services de renseignement fonctionnaient à peine. L'effectif diplomatique français était bien réduit. Les agents parlant la langue du pays de résidence étaient très rares. Par conséquent, les Occidentaux devaient utiliser avant tout la presse censée refléter la position officielle³.

2. Gusztáv D. Kecskés, *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, Paris-Budapest-Szeged, Publications de l'Institut hongrois de Paris en collaboration avec l'École doctorale Espace Européen Contemporain (EEC) de l'Université Paris III Sorbonne Nouvelle, 2005, 457 p. (série : Dissertations, vol. III)

3. Archives du Secrétariat international de l'OTAN (ASIO, Bruxelles), A/1111 (définitif). Note du secrétaire général de la Commission permanente du Traité de Bruxelles, *Situation des missions occidentales dans les pays au-delà du rideau de fer* (27 mars 1951). AMAE, Europe, 1944-1970, Généralités, 248QO, dossier 80. Note de la Sous-Direction d'Europe orientale, *Attaques des pays de démocraties populaires contre la France* (le 13 février 1954).

Dans les pays socialistes, où la presse était strictement dirigée par le pouvoir politique et où les autorités locales étaient peu enclines à communiquer avec les diplomates occidentaux, les missions diplomatiques des pays de l'OTAN essayaient aussi de tirer profit des réceptions officielles. Les dirigeants qui y assistaient étaient l'objet d'une véritable observation psychologique. « Au cours de la réception [...] les chefs yougoslaves se montrèrent très réservés », télégraphie le chargé d'affaires de l'ambassade de France à Belgrade, Jean Garnier des Garets au Quai d'Orsay, le 25 octobre 1956⁴. « Au cours de plusieurs réceptions qui ont eu lieu dans la journée d'hier, les dirigeants soviétiques ont affiché une exubérance et une jovialité qui se voulaient libres de toute préoccupation... », peut-on apprendre par contre d'un télégramme de Jean-Marie Soutou, ministre-conseiller à l'ambassade de France à Moscou. Ce message fut envoyé le 30 octobre 1956, donc la veille de la décision fatale de la présidence du Parti communiste de l'Union soviétique concernant l'intervention militaire en Hongrie⁵.

La collaboration et les échanges d'informations avec les autres missions diplomatiques occidentales, surtout avec celles de Grande-Bretagne et des États-Unis, offraient d'autres possibilités.

Autre canal d'information : selon Jean Paul-Boncour, ministre de France en Hongrie de 1956 à 1962, les relations entre le correspondant de l'AFP et la Légation étaient des plus étroites et presque quotidiennes. Cette dernière laissait parfois le soin au correspondant de rendre compte de faits qui, sur le plan politique, étaient de moindre importance, tandis qu'ils présentaient un intérêt marqué sur le plan journalistique. Il convient tout de même de remarquer que l'AFP était représentée en ce temps-là par un seul correspondant, et encore celui-ci ne résidait-il pas en permanence à Budapest⁶.

4. AMAE, Europe 1944-juin 1976, Hongrie, 190QO, dossier 92, n° 901 à 902. Télégramme de Jean Garnier des Garets, chargé d'affaires de France en Yougoslavie (25 octobre 1956).

5. *Ibid.*, n° 4269 à 4275 (30 octobre 1956). Télégramme de Jean-Marie Soutou, ministre-conseiller à l'ambassade de France en URSS (*Documents diplomatiques français 1956*, III, pp. 82-83).

6. Centre des Archives Diplomatiques de Nantes (CADN, Nantes), Budapest – Ambassade, n° 152. Fiches d'information préparées par la légation de France en Hongrie, fiche n° 72, *Agences de Presse* (15 décembre 1957).

La compilation des informations commençait au niveau du poste diplomatique avec la rédaction des rapports et les télégrammes. Les missions diplomatiques occidentales servaient surtout de point d'observation réduite et de démonstration d'une présence limitée⁷. Pourtant, l'ambassade de France à Vienne, qui a joué un grand rôle dans la transmission des renseignements provenant de Budapest, par exemple pendant la crise de 1956⁸, conformément à sa mission spéciale en Europe centrale et orientale, s'est révélée être un point d'observation essentiel pour la diplomatie française concernant le bloc soviétique.

En ce qui concerne le travail d'information de l'administration centrale à Paris, les nouvelles en provenance des missions diplomatiques de France dans les pays satellites n'étaient pas la seule source du ministère. Les postes français dans les autres pays, les dépêches des agences de presse et la presse internationale fournissaient également beaucoup d'éléments d'information intéressants. Profitant de la collaboration particulièrement développée en matière de politique étrangère avec la Grande-Bretagne et les États-Unis, les ambassades de France à Londres et à Washington pouvaient aussi télégraphier de nombreux renseignements issus des ministères des Affaires étrangères locaux (*Foreign Office* et *State Department*), lesquels les avaient reçus de leurs propres légations et ambassades⁹.

Il faut y ajouter les renseignements confidentiels recueillis sur le bloc soviétique par la Délégation française lors des négociations du Conseil de l'OTAN, de son Comité politique et d'autres organes de l'OTAN. Les réunions semestrielles du groupe d'experts de l'OTAN sur la politique

7. *Documents diplomatiques français, 1957*, tome I (1^{er} janvier – 30 juin), Paris, Imprimerie nationale, 1990, pp. 2-4. Note de la sous-direction d'Europe orientale, *Relations diplomatiques avec la Hongrie* (début 1957 ?).

8. AMAE, *idem*, n° 609 à 611. Télégramme de François Seydoux de Clausonne, ambassadeur de France en Autriche (3 novembre 1956).

9. Depuis Londres : par exemple sur la visite des insurgés à la légation de Grande-Bretagne à Budapest (AMAE, *idem*, n° 4672 à 4674 [27 octobre 1956]. Télégramme de Jean Chauvel, ambassadeur de France au Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord). De Washington : À propos des deux milles manifestants devant la légation des États-Unis à Budapest demandant l'aide des Américains (AMAE, *idem*, n° 6683 à 6684. Télégramme d'Hervé Alphanand, ambassadeur de France aux États-Unis, 25 octobre 1956).

soviétique et les pays satellites, ainsi que les rapports approfondis complétés par ces groupes ou le Secrétariat international de l'OTAN étaient également des sources d'information précieuses. Les services compétents du Quai d'Orsay ont utilisé avec profit, pour la rédaction des notes de synthèse, les publications de l'Alliance atlantique, comme par exemple *Tendances de la propagande communiste*, *Interpreter* ou *Problèmes du communisme*¹⁰.

Selon le témoignage de Jean-Marie Mérillon, collaborateur immédiat du ministre des Affaires étrangères français Christian Pineau, en 1956, les renseignements recueillis par les agences de presse étaient suivis de près à l'Administration centrale, surtout au moment des crises, car les canaux habituels d'informations de la diplomatie pouvaient se révéler trop lents¹¹. François Fejtő a raconté, à l'occasion d'un entretien, qu'il y avait une étroite coopération entre le ministère des Affaires étrangères et l'AFP, dont les correspondants accrédités dans les pays du rideau de fer et ailleurs ont envoyé une masse de télégrammes. À Paris, les journalistes de l'Agence, surtout François Fejtő comme commentateur du monde communiste, ont régulièrement analysé le développement de la situation des pays socialistes européens¹². Selon des propos tenus lors des entretiens publiés par Anita Földes en 2013, il était en très bon rapport avec les spécialistes du bloc soviétique du Quai d'Orsay¹³. Avec Jean Laloy, directeur du service d'Europe en 1955-1961, puis directeur adjoint des affaires politiques jusqu'à 1964, Fejtő a entretenu des relations particulière-

10. AMAE, Europe 1956-1960, Généralités – Questions internationales européennes, 248QO, dossier 201, n° 29 [ou 21, presque illisible]/EU. Note de la sous-direction d'Europe orientale pour la délégation française à l'OTAN, *Réponse au questionnaire adressé aux gouvernements des pays membres de l'OTAN sur l'utilisation par ces pays des documents distribués par les services de l'OTAN* (30 août 1958).

11. Entrevues avec Jean-Marie Mérillon (le 6 novembre 1996 et le 10 novembre 1997), Institut de 1956 (Budapest).

12. Entrevue avec François Fejtő (le 18 mars 1998), Institut de 1956. Les documents de l'AFP sur la crise de Hongrie sont conservés au Service de Documentation de l'Agence France Presse (Paris), dans le dossier intitulé « *La révolution Hongroise "victorieuse"* ». Je reste très reconnaissant à François Fejtő de m'avoir permis de faire des recherches dans les archives de l'AFP.

13. Anita Földes (dir.), *Átélttem egy évszázadot. Utolsó interjúk Fejtő Ferencsel* [J'ai vécu un siècle. Dernières entrevues avec François Fejtő]. Budapest, Scolar Kiadó, 2013, p. 151.

ment suivies¹⁴. Ses ouvrages fondamentaux sur les régimes communistes de l'Europe centrale et orientale¹⁵ jouissaient d'un prestige considérable aussi bien dans les milieux universitaires que diplomatiques.

Thomas Schreiber, journaliste qui a joué un grand rôle dans la communication des informations sur la crise hongroise de 1956 au public français, a également contribué à la collecte de renseignements de la diplomatie française. D'origine hongroise, maîtrisant parfaitement la langue du pays et fin connaisseur des conditions locales, il a pu fournir des indications intéressantes à Jean Paul-Boncour, ministre de France à Budapest, lors de son voyage qui a juste précédé la révolution¹⁶. Au Quai d'Orsay, une note de sept pages a été rédigée à partir des renseignements recueillis par Schreiber¹⁷. « J'ai passé quinze jours inoubliables à Budapest et en province, découvrant, avec étonnement, une Hongrie en pleine ébullition. », a-t-il écrit dans ses Mémoires¹⁸. L'attaché culturel à Budapest Guy Turbet-Delof a organisé une réception en son honneur en invitant « le Tout-Budapest artistique et intellectuel francophone » à la résidence du ministre de France. Quelques jours après l'éclatement de la révolution hongroise, Schreiber fut envoyé par *Le Monde*, *L'Express* et la Radiodiffusion française sur le terrain. En route vers Budapest, il a adressé son premier « papier » au *Monde*, « encore rédigé d'après les informations obtenues de source diplomatique française à Vienne¹⁹. » Grâce au convoi de la Légation de France à Budapest, Thomas Schreiber est revenu en Hongrie le 1^{er} novembre et, deux jours après, il pouvait déjà téléphoner à la sous-direction d'Europe orientale du ministère, à Paris, pour y transmettre des renseignements obtenus à la rédaction de *Szabad*

14. Entrevue avec Pierre Kende (le 7 octobre 2015).

15. François Fejtő, *Histoire des démocraties populaires*, Paris, Le Seuil, 1952 ; *Histoire des démocraties populaires après Staline*, Paris, Le Seuil, 1969.

16. AMAE, Europe 1944-juin 1976, Hongrie, 190QO, dossier 92, n° 1023/EU. Rapport de Jean Paul-Boncour, ministre de France en Hongrie (26 octobre 1956). Voir encore l'entrevue avec Thomas Schreiber, Institut de 1956 (le 7 novembre 1996, le 25 septembre et le 19 novembre 1997).

17. *Ibid.*, dossier 87. Note de la sous-direction d'Europe orientale, *Un émigré hongrois dans son pays* (18 octobre 1956).

18. Thomas Schreiber, *J'ai choisi la France. L'odyssée d'un journaliste qui a traversé trois quarts de siècle*, Éditions France-Empire Monde, 2010, p. 172.

19. *Ibidem*, p. 181.

Nép [Peuple libre], quotidien officiel du Parti²⁰. Le jour de l'intervention militaire soviétique, le 4 novembre, il s'est réfugié à la Légation française, où il a participé au travail d'information des journalistes occidentaux. Henri Quioc, conseiller de la Légation, a évoqué ainsi cet épisode :

Heureusement encore, l'équipe des journalistes, en organisant des écoutes-radio et en téléphonant à tous ses amis, met sur pied un système de renseignements que bien des Ambassades m'envieraient et que l'attaché militaire collecte habilement...²¹

Thomas Schreiber resta par la suite en contact avec les diplomates français chargés des affaires d'Europe de l'Est et continua de leur fournir des informations²². Au Quai d'Orsay, on lui a demandé d'écouter la radio de Budapest et de rapporter les renseignements importants. Il recueillit également des informations auprès des réfugiés hongrois et dans les journaux de Budapest²³. Le ministère des Affaires étrangères lui a également donné des informations qui furent publiées dans *Le Monde*²⁴. Il s'est donc agi d'une véritable coopération entre le journaliste et le Quai d'Orsay, qui s'est révélée fructueuse dans les décennies à venir²⁵.

Les émigrés politiques provenant des pays d'Europe centrale et orientale envoyaient souvent des notes aux sections compétentes, c'est-à-dire

20. AMAE, *idem*, Note de la sous-direction d'Europe orientale pour le secrétaire général, *Troubles de Budapest* (3 novembre 1956).

21. *Ibid.*, Note personnelle de H. Quioc, conseiller de la légation de France en Hongrie, *La fin des Ambassades* (12 novembre 1956), dans le bordereau d'envoi de Jean Paul-Boncour, n° 1038/EU, 13 novembre 1956).

22. Entrevue avec Thomas Schreiber, Institut de 1956.

23. AMAE, *idem*, dossier 89, (9 février 1957). Note de la sous-direction d'Europe orientale, *Tendances politiques nouvelles en Hongrie*.

24. Archives historiques des Services de sécurité de l'État (ABTL, Budapest) : dossier K-458/T, Compte rendu d'une conversation d'un agent secret, sous le nom de code Magyari, avec Thomas Schreiber dans un café, le 4 juin 1959 (5 juin 1959).

25. Philippe de Suremain, ancien diplomate à Budapest, m'a écrit le 5 octobre 2015: « J'ai bien connu Thomas Schreiber depuis le temps que j'étais premier secrétaire à l'Ambassade de France [en Hongrie] entre 1972 et 1976, puis comme directeur adjoint d'Europe de 1989 à 1991, puis comme Directeur général adjoint des Affaires politiques. Je l'ai souvent consulté et nous sommes restés en contact depuis. Il était reconnu comme un remarquable expert de l'Europe centrale et orientale dont la finesse et la pertinence des analyses étaient très sérieusement prises en compte. Pour la Hongrie, bien sûr, mais aussi pour les autres pays de la zone, sans oublier les Balkans. »

la direction d'Europe et la sous-direction d'Europe orientale. Les archives témoignent qu'on s'occupait sérieusement des documents de ce genre. En outre, on sélectionnait certains émigrés avec qui des relations régulières étaient entretenues. On délibérait avec eux sur la situation politique de leurs pays d'origine et sur les questions relatives à l'émigration. Par exemple, Paul Auer, président de la Commission européenne de l'Assemblée des Nations captives, a joué un rôle éminent dans cette émigration politique hongroise²⁶. Il exprimait son opinion de temps en temps au Quai d'Orsay²⁷.

Les renseignements se trouvent en général classés au sein du service spécialisé traitant le bloc soviétique, la sous-direction d'Europe orientale. Selon les documents diplomatiques et les enquêtes orales, Jean Laloy a pris une part considérable dans l'interprétation et l'utilisation des informations²⁸. Certains renseignements ont été immédiatement communiqués aux postes-clés (Londres, Washington, Moscou, New York – ONU). Les notes de synthèse sur le bloc soviétique, soumises par la Délégation française à l'OTAN, ont été rédigées au service de l'Europe orientale.

L'image de la région a profondément changé

En lien avec la soviétisation de l'Europe centrale et orientale entre 1945 et 1949, les relations de la France avec la région se sont considérablement affaiblies par rapport à l'entre-deux-guerres. Ce groupe de pays a grandement perdu de son importance pour la politique étrangère française et ne se trouvait plus parmi les relations prioritaires. L'expression « les Pays de l'Est » exprime bien la nouvelle image d'une région homo-

26. Stéphane Dufoix, *Exil et politique. Éléments pour une sociologie de la politique en émigration : l'exemple des Hongrois, des Polonais et des Tchécoslovaques en France de 1945 à nos jours*, thèse pour le doctorat en science politique sous la direction de Marc Lazar, Université Paris I Sorbonne, Département de science politique, 1997, tome I, pp. 236, 239-240, 242-243.

27. AMAE, *idem*, dossier 88. Note de la sous-direction d'Europe orientale, *Situation en Hongrie* (8 novembre 1956).

28. En ce qui concerne l'ampleur de sa connaissance sur l'Union soviétique et le monde communiste en général voir Claude Dulong-Sainteny, *Notice sur la vie et les travaux de Jean Laloy (1912-1994)*, Institut de France, Académie des Sciences morales et politiques, séance du mardi 10 décembre 1996, Paris, Palais de l'Institut, 1996, pp. 11-12 ; Jean Laloy, *Entre guerre et paix, 1945-1965*, Paris, Plon, 1966 ; *Le socialisme de Lénine*, Paris, Desclée de Brouwer, 1967.

gène, dominée fermement par l'Union soviétique, où les États ont perdu leur dimension individuelle²⁹. Jusqu'en 1950, les relations des « démocraties populaires » avec la France sont devenues purement formelles³⁰.

Les changements survenus après la mort de Staline en 1953, avec l'apparition progressive de la détente dans les relations Est-Ouest, ainsi que le dégel en Europe orientale préfiguraient déjà l'évolution ultérieure de cette perception. Cette image simplificatrice se transforma entre 1955 et 1964, la diplomatie française prêtant une attention croissante à la diversification des pays du bloc soviétique. Elle étudiait régulièrement comment et à travers quels facteurs l'homogénéité de ce groupe d'États était progressivement brisée. Énumérons les moments marquants de ce processus.

En juillet 1955, une note de la sous-direction d'Europe orientale a souligné que la déclaration de Belgrade (à l'issue de la visite historique de Khrouchtchev) du 2 juin (1955) avait ouvert « théoriquement la voie à la reconnaissance du développement des diverses formes originales du socialisme ». Et cela pourrait « encourager certaines aspirations nationales dans les démocraties populaires ». Selon l'auteur de la note, il paraît opportun pour les puissances occidentales « de procéder à une étude plus différenciée des pays de l'Est et des problèmes qui concernent chacun d'eux »³¹. En mars 1956, une note du Quai d'Orsay fait observer que le XX^e congrès du Parti communiste soviétique (en février 1956) a établi que « le socialisme peut revêtir des formes différentes selon les pays »³². En mai 1956, Jean Laloy, chef de la direction d'Europe, a rédigé

29. Antoine Marès, « Construction, déconstruction et marginalisation de l'Europe centrale dans le discours français », in Paul Gradwohl (dir.), *L'Europe médiane au xx^e siècle. Fractures, décompositions – recompositions – surcompositions*, Prague, CEFRES, 2011, p. 207 ; Isabelle Davion : « The Concept of Central Europe in French historiography in the 20th century », *Historyka. Studia Metodologiczne*, XLIII, 2013, p. 28.

30. Gergely Fejérdy, *Relations diplomatiques et culturelles entre les pays francophones d'Europe (Belgique, France, Suisse) et la Hongrie 1944-1956*. Thèse en cotutelle pour obtenir le grade de Docteur de l'Université Paris IV et l'Université Catholique Pázmány Péter, 2009, Tome II, p. 561.

31. AMAE, Europe 1944-1960, Généralités, 248QO, dossier 159, Note de la sous-direction d'Europe orientale, *Problème des Satellites d'Europe Orientale* (9 juillet 1955).

32. AMAE, Europe 1944-1976, URSS, 208QO, dossier 241, Note de la sous-direction d'Europe orientale, *Relations Est-Ouest* (27 mars 1956).

un questionnaire aux postes diplomatiques français de l'autre côté du Rideau de fer sur les effets du Dégel en Europe orientale pour chaque pays satellite (depuis la mort de Staline). Ces points de vue reviendraient dans un rapport de l'OTAN sur le même sujet. Laloy voulait « apprécier les chances d'une évolution ultérieure des Républiques populaires vers une plus grande indépendance »³³.

Les services du Quai d'Orsay ont analysé à plusieurs reprises l'influence de la révolution hongroise et de ses suites sur le bloc soviétique. Il fut affirmé dans une note de fin novembre 1956 – avec une certaine exagération – que ces événements avaient posé à l'Union soviétique et aux pays d'Europe orientale une série de problèmes qui mettaient en jeu tout le système des rapports établis entre ces pays et menaçaient l'équilibre même des forces dans le monde communiste. Le refroidissement des rapports soviéto-yougoslaves à propos de l'arrestation puis de la détention d'Imre Nagy, Premier ministre de la Révolution, fut également souligné : « La Hongrie va devenir une pomme de discorde entre les deux partis, sinon les deux États ». L'une des constatations les plus intéressantes de la note étudiée était la possibilité que des liens particuliers puissent s'établir, à l'intérieur du bloc communiste, entre des pays comme la Yougoslavie, la Pologne, éventuellement la Hongrie et peut-être même, d'une façon assez souple, la Chine. En face, demeureraient groupés plus étroitement autour de l'Union soviétique des pays comme la Bulgarie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'Albanie, auxquels on voulait adjoindre le Parti communiste français³⁴.

En contribuant au travail d'analyse entrepris par l'OTAN, la sous-direction d'Europe orientale du ministère a répondu au questionnaire inspiré vraisemblablement par le secrétariat international de l'Alliance atlantique. La controverse idéologique entre la Yougoslavie et le bloc soviétique en relation avec le dénouement de la crise de Hongrie était également traitée dans ce document. On y attirait l'attention sur la cessation des entretiens antérieurs aux événements de Pologne entre l'Alliance

33. CADN, Budapest – Ambassade, n° 23, n° 509/EU, Lettre de Jean Laloy au ministre de France à Budapest, *Évolution politique des Républiques Populaires* (20 mai 1956).

34. AMAE, Europe 1944-juin 1976, Hongrie, 190QO, dossier 88. Note de la sous-direction d'Europe orientale, *Problème hongrois* (27 novembre 1956) (*Documents diplomatiques français, 1956, III, pp. 419-422.*)

communiste yougoslave et les partis polonais, hongrois, tchécoslovaque, roumain, bulgare et italien qui avaient eu, semblait-il, pour objet d'illustrer, au bénéfice de la Yougoslavie, le système des relations bilatérales entre partis et d'examiner les moyens de développer ces relations. Pour élaborer une politique occidentale cohérente à l'égard des démocraties populaires, les analystes français ont essayé de répondre à la question-clé suivante : « Jusqu'où doivent aller, dans l'intérêt de l'Occident, les mouvements de libération ? » À cette question théorique il était répondu :

Pour donner lieu à une occupation militaire soviétique et mettre en danger la position de l'URSS dans le monde, les mouvements de libération dans les pays communistes doivent de toute nécessité résulter, comme ce fut le cas en Hongrie, de la révolte spontanée et profonde de tout un peuple : aussi longtemps qu'il n'y a pas, de la part des pays occidentaux, promesse d'assistance militaire, leur contribution aux mouvements de libération ne peut donc être que théorique et d'ordre presque purement moral. L'Occident ne peut, semble-t-il, que se préparer à faire face aux situations diverses que peuvent créer le mécontentement et l'héroïsme de tel ou tel peuple asservi. À ce titre, il y a intérêt à ce que les mouvements de libération se développent selon un rythme qui, tout en rassemblant la plus large unanimité nationale, ne risque pas de susciter la répression.

Cette position prudente devait être réalisée par des moyens qui respecteraient la pierre angulaire des relations Est-Ouest à l'époque de la Guerre froide : l'inviolabilité des sphères d'influence. C'est pour cette raison que le document cité considérait comme avantageux l'établissement de régimes communistes de tendance plus « nationale » dans les pays satellites, dans la mesure où une telle évolution affaiblirait « le caractère compact et monolithique » du bloc soviétique et confronterait Moscou à de constants problèmes intérieurs à résoudre. On estimait qu'il faudrait traiter avec une bienveillance relative les dirigeants communistes nationaux. La note du Quai d'Orsay suggérait ensuite le développement de relations avec les démocraties populaires par des échanges traditionnels (échanges de personnes et d'idées : boursiers, enseignants, touristes, films, théâtres, missions techniques, etc.) mettant en valeur la culture occidentale³⁵.

35. CADN, Budapest – Ambassade, n° 25, n° 028/EU. « Réponses faites par la Direction d'Europe à un questionnaire qui lui a été remis par des Services autres que ceux du

Il est intéressant de remarquer que cette politique active mais prudente avait caractérisé, d'après une note préparée par le service compétent pour les affaires d'Europe de l'Est au Quai d'Orsay, l'attitude de la diplomatie occidentale, y compris la politique étrangère française, avant même les événements de Pologne et de Hongrie d'automne 1956. À en croire ce document, les pays de l'OTAN, et particulièrement la France, s'étaient attachés au cours des dernières années à promouvoir une politique qui aboutirait à introduire plus de souplesse dans le « camp socialiste » et, au cas où des fissures se feraient jour entre l'Union soviétique et ses satellites, à les élargir par un comportement prudent. Cette étude, datée du 22 février 1957, intitulée « Position de la France à l'égard des pays d'Europe orientale », avant de présenter les effets des troubles polonais et hongrois en Europe de l'Est, s'efforçait de définir les origines de ces mouvements. C'était l'exemple de Belgrade désireuse de suivre sa voie particulière vers le socialisme « légué » par le rapprochement soviéto-yougoslave d'une part, et, d'autre part, la tendance de l'Union soviétique à chercher des formes plus souples de relations avec les parties composantes de sa zone, qui auraient permis progressivement au cours des deux dernières années, et, de manière plus précise, jusqu'à l'automne 1956, une diversification croissante des États communistes. Ces mouvements de diversification s'étaient manifestés, selon les diplomates du ministère des Affaires étrangères français, « avec la plus grande originalité et comme une vague puissante en Pologne et en Hongrie, avec une discipline assez librement consentie par les masses dans le premier pays, dans le second sous la forme d'une explosion révolutionnaire et d'une lutte exaspérée contre l'occupation soviétique ».

Selon eux, cette évolution politique avait entraîné trois conséquences importantes en Europe orientale. D'abord, on estimait que l'URSS, inquiétée par ses expériences précédentes, mettrait tout en œuvre pour renforcer son contrôle sur la région en construisant contre la menace du *communisme national* une sorte de « cordon sanitaire idéologique » et en cimentant l'unité des pays socialistes. Ensuite, à cause des principes d'indépendance de Tito, de l'affaire de Nagy et des critiques du titisme dans les pays

Département » (25 janvier 1957). Cette formule signifie dans ce cas les réponses rédigées par la sous-direction d'Europe orientale à un questionnaire établi par le secrétariat international de l'OTAN.

du bloc soviétique, un climat de méfiance s'était établi entre Moscou et Belgrade, ce qui avait incité la direction yougoslave à s'approcher à nouveau de l'Occident et à s'éloigner du camp soviétique. Enfin, on supposait que l'exemple de la révolution hongroise avait joué et jouait toujours, au sein du mouvement communiste et progressiste, le rôle d'un ferment de dissociation dont les effets, s'ils n'apparaissaient pas au grand jour, s'étendaient assurément jusque dans les pays satellites. On a évoqué notamment la crainte des dirigeants soviétiques à propos d'une résurgence polonaise de la révolte hongroise³⁶.

Sur ce dernier point, le Quai d'Orsay a mis également au point sa position, à la demande du secrétariat international de l'OTAN, sur les risques de nouveaux troubles en Europe orientale. On était d'avis que cette possibilité ne pouvait pas être sous-estimée car les signes de fermentations intérieures s'y étaient multipliés au cours des derniers mois. Selon la note longuement citée, c'est en RDA et en Pologne que le péril aurait pu, en cas de soulèvement, prendre des proportions imprévisibles :

Outre qu'un tel événement aurait sans doute de profondes répercussions en Tchécoslovaquie (dont les dirigeants ont marqué leur inquiétude quant à la double évolution polonaise et hongroise), il ne manquerait pas de provoquer une situation dramatique sur la ligne de démarcation des pays de l'Ouest et des pays de l'Est. La population de la République fédérale pourrait difficilement demeurer impassible devant une rébellion en DDR ; la Pologne, quant à elle, dispose d'une armée incomparablement plus forte que la Hongrie, et son opinion publique a déjà été « mobilisée » psychologiquement, au cours des derniers mois, contre la pression soviétique ; la situation se compliquerait ainsi sur les limites d'une frontière soumise à des contestations. Une intervention massive des troupes soviétiques apparaîtrait « nécessaire » pour faire face à une menace que Moscou considérerait inmanquablement comme dirigée contre sa sécurité³⁷.

Le travail d'interprétation de la diplomatie française se poursuivait donc avec celui de l'OTAN et aboutissait à des conclusions pratiquement

36. AMAE, Service des Pactes 1947-1960, 1666INVA, carton 210. Note de la sous-direction d'Europe orientale, *Position de la France à l'égard des pays de l'Europe orientale* (22 février 1957).

37. *Ibidem*.

identiques. On peut considérer que la politique générale de la France envers l'Europe centrale et orientale ne changea guère, comme celles des puissances occidentales traduites par les analyses du Secrétariat de l'OTAN, sous l'effet des crises de Pologne et de Hongrie. Il s'agissait toujours d'une politique du *relâchement*, c'est-à-dire l'incitation des pays satellites à mener une politique étrangère plus indépendante de l'Union soviétique et une politique intérieure de plus en plus libérale par le biais de relations économiques, politiques et culturelles accrues avec l'Occident. Le seul changement notable par rapport à la période antérieure à la révolte fut une plus grande attention donnée aux risques de soulèvement en Europe de l'Est.

Les services diplomatiques français ont également attaché une grande importance au facteur chinois. En novembre 1958, une contribution française pour le rapport de l'OTAN sur l'Europe orientale soulignait déjà la signification de l'expérience particulière chinoise dans l'émancipation des pays satellites vis-à-vis de l'URSS : s'agissant du rythme de la socialisation et de ses modalités, une plus grande latitude qu'autrefois semblait leur être laissée. On a estimé au Quai d'Orsay qu'il aurait pu difficilement en être autrement, au moment où la Chine se lançait elle-même dans une « voie particulière », avec la création des « communes », qui n'avait pas de précédent en URSS³⁸. Après l'émergence du conflit sino-soviétique, on a régulièrement analysé ses effets. Ainsi, en décembre 1962, une note de la sous-direction d'Europe orientale supposait que le caractère de plus en plus évident de la controverse sino-soviétique amènerait certains pays satellites à sortir de la réserve³⁹. Un an plus tard, le Quai d'Orsay partageait l'avis des experts de l'OTAN selon lequel la différenciation plus poussée de l'attitude de divers pays s'expliquait en partie par le coup porté à la discipline interne du camp socialiste par le conflit sino-soviétique⁴⁰. En avril 1964, le projet de rapport soumis par la Délégation française à l'OTAN mit également en relief l'importance

38. AMAE, Europe 1944-1970, URSS, 208QO, dossier 287. Note [de la sous-direction d'Europe orientale] soumise par la Délégation française auprès de l'OTAN, *Évolution de la situation en Europe orientale au cours des six derniers mois* (18 novembre 1958).

39. AMAE, Europe 1961-1965, Organismes internationaux et grandes questions internationales, 436 QO, dossier 2. Note de la sous-direction d'Europe orientale, *Rapports des experts sur la situation en Europe Orientale* (11 décembre 1962).

40. *Idem*, *Rapports des experts sur la situation en Europe Orientale* (11 décembre 1963).

du débat sino-soviétique concernant la complication de la situation en Europe centrale et orientale :

Tandis que Bulgares, Hongrois, Tchécoslovaques emboitent, de façon décidée, le pas à l'URSS, les Polonais cachent mal leur hésitation à franchir une nouvelle étape vers la rupture avec les Chinois, et les Roumains se rendant à Pékin (le 2 mars) soulignent leur volonté de médiation...⁴¹

Outre les conséquences du dégel en Europe centrale et orientale, comme la réconciliation soviéto-yougoslave, le XX^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, la crise d'automne en Pologne et en Hongrie d'une part, l'apparition de l'antagonisme entre les directions soviétique et chinoise, de l'autre, le Quai d'Orsay a étudié d'autres éléments contribuant à la diversification de la région et à l'apparition de différents groupes de pays. En mai 1960, une note de la sous-direction d'Europe orientale a analysé avec précision les différences d'attitudes des populations et gouvernements des pays satellites à propos de l'échec de la conférence au sommet de Paris avec Eisenhower, Khrouchtchev, Macmillan et de Gaulle⁴². Selon le ministère des Affaires étrangères, la volonté soviétique de l'approfondissement du Comecon, le développement des rapports avec la RFA, la perspective de convocation d'une conférence mondiale des partis communistes, l'éviction de Khrouchtchev et les difficultés de la nouvelle équipe dirigeante soviétique⁴³ avaient également renforcé la diversité.

En novembre 1964, le service compétent du ministère des Affaires étrangères français considérait déjà que la tendance à l'autonomie de certains pays d'Europe orientale semblait suffisamment confirmée pour pouvoir s'accommoder d'une détente entre l'URSS et la Chine. Selon le projet de rapport français à l'OTAN :

41. *Idem*, 436QO/2. Projet de rapport [de la sous-direction d'Europe orientale] soumis par la Délégation française [auprès de l'OTAN], *Évolution de la situation en Europe orientale et dans la zone soviétique d'Allemagne* (10 avril 1964).

42. AMAE, Europe 1944-1960, Généralités, 248QO, dossier 244. Note de la sous-direction d'Europe orientale, *Pays satellites et échec de la Conférence au sommet* (25 mai 1960).

43. AMAE, Europe 1961-1965, Organismes internationaux et grandes questions internationales, 436 QO, dossier 2. Note de la sous-direction d'Europe orientale, *Rapports des experts sur la situation en Europe Orientale et dans la zone soviétique d'Allemagne* (10 décembre 1964).

Permis par un nouveau rapport de forces entre pays membres d'un monde communiste qui a cessé d'être monolithique, imposé par l'évolution économique qui mène à l'application de thèses autrefois qualifiées de révisionnistes, le communisme national se développe en Europe orientale ; son rythme est inégal et prudent, mais son progrès est certain⁴⁴.

On peut donc constater un changement fondamental dans la perception de la diplomatie française concernant l'Europe centrale et orientale de 1955 à 1964. La diversification de la région fut suivie de manière de plus en plus nuancée. Malgré leurs moyens d'information souvent réduits, les conclusions tirées par les diplomates français se révèlent pertinentes même à la lumière de l'historiographie récente. Le Quai d'Orsay comme « lieu de médiation » des savoirs a fonctionné dans ce cas d'une manière satisfaisante.

44. *Idem*, 436QO/2. Projet de rapport [de la sous-direction d'Europe orientale] soumis par la Délégation française [auprès de l'OTAN], *Évolution de la situation en Europe orientale et dans la zone soviétique d'Allemagne* (20 novembre 1964).